

Appel du Président Ben Ali pour la création d'un Conseil islamique de l'eau

Dossier de la rédaction de H2o
November 2010

En proposant la création d'un Conseil islamique de l'eau, le Président Zine El Abidine Ben Ali a, encore une fois, ouvert la voie à la communauté internationale pour l'accès à un monde dans lequel régneront paix, sécurité, progrès, prospérité et bien-être. La création d'une telle structure permettra à coup sûr d'aider à la résolution des problèmes liés à l'eau dont souffre le monde islamique qui, pourtant, possède un riche savoir-faire historique dans la gestion durable de cette précieuse ressource et dont la Tunisie représente "l'exemple le plus accompli et le plus efficace". Cette initiative présidentielle, lancée à l'ouverture de ladite rencontre, a été vivement saluée et unanimement adoptée. Elle vient s'ajouter à d'autres, aujourd'hui devenues une réalité telles que celles ayant été à l'origine de la création en 2002 du Fonds mondial de solidarité, de la tenue du Sommet mondial sur la société de l'information - SMSI : Genève 2003-Tunis 2005, ou encore la consécration de 2010 "Année internationale de la jeunesse". À l'occasion d'un discours après un bref mais profond diagnostic de la situation hydrique dans les pays islamiques, l'appel du chef de l'État à la création de cette "institution scientifique de référence et consultative" vise à améliorer le savoir et le savoir-faire du monde islamique dans le domaine de la gestion des ressources hydriques. La rareté des ressources en eau est un motif de préoccupation profonde pour la plupart de ces pays. La politique tunisienne de gestion des ressources hydriques peut servir de modèle à l'ensemble de l'humanité. Ainsi, malgré sa situation géographique et climatique ne lui permettant pas de bénéficier d'apports suffisants en eau douce, la Tunisie a pu, grâce à la politique avant-gardiste et efficace, satisfaire non seulement ses besoins usuels en cette ressource, mais aussi les besoins correspondants au progrès de son économie. Cette politique avait pris au départ comme principe fondamental la promotion de la gestion de la demande au lieu de se contenter de gérer l'offre uniquement. Grâce à deux plans décennaux (1990-2000) et (2001-2011), la Tunisie arrive, aujourd'hui, à mobiliser 90 % de ses ressources hydriques (95 % en 2016), recycler une bonne partie de ses eaux usées (50 % avant juin 2014 contre 30 % actuellement) accéder à des sources non conventionnelles (dessalement / mobilisation de 7 % supplémentaire grâce à cette technique d'ici 2030) et procéder à des économies non négligeables en eau (30 % en 2030). Ces choix ont été élevés au statut de loi grâce à l'amendement du Code des eaux initié par le chef de l'État en 2001 (loi n° 2001-116 du 26 novembre 2001, modifiant le Code des eaux promulgué par la loi n° 75-16 du 31 mars 1975). L'amendement introduit plusieurs mesures entourant le développement des ressources, leur stockage, leur consommation et, le cas échéant, leur rationnement. L'amendement introduit également et en premier lieu la notion de richesse nationale en parlant de l'eau. Trois autres mesures présidentielles sont encore venues appuyer ces principes :

- la recommandation, le 18 mars 2002, de généraliser la construction des citernes pour la collecte et le stockage des eaux de pluies de l'État sur l'ensemble du pays ;
- la décision du 12 mai 2007 pour l'instauration d'une Journée nationale de l'économie d'eau qui sera célébrée le 22 mars de chaque année en concomitance avec la célébration de la Journée mondiale de l'eau ;
- enfin la décision le 28 mars 2009, de redynamiser l'activité du

Conseil national de l'eau (créé par le décret présidentiel n  2001-2606 du 9 novembre 2001) structure chargée entre autres de participer à l'élaboration des stratégies et des objectifs de la politique hydraulique générale du pays.

La Presse (Tunis) - AllAfrica 18-10-2010